

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-effet-Bayrou-ou-le-retour-de-la-Republique-du-Centre>

L'effet Bayrou ou le retour de la « République du Centre ».

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : vendredi 6 avril 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et partis de gauche, hommes de droite et hommes de gauche a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche »
Alain, 1930.

Par Julien Bach *

[Fondation Copernic](#), Avril 2007.

Crédité, dans tous les sondages récents, de scores à deux chiffres au premier tour qui le situent en troisième position voire à égalité avec la candidate socialiste et donné gagnant par plusieurs estimations en cas de présence au second tour face à chacun des deux autres principaux prétendants, François Bayrou constitue incontestablement le candidat qui connaît, à ce jour, le parcours le plus surprenant de cette campagne présidentielle.

Revendiquant fièrement son « extrême centrisme » et ayant promis de former, en cas de victoire, un gouvernement de coalition élargie dont le premier ministre pourrait, à l'en croire, être issu du centre-gauche, le candidat UDF est parvenu, en quelques semaines, à se donner une image d'arbitre, en phase avec le pays réel et dont le pouvoir d'attraction agit bien au-delà de sa seule famille politique.

Certes, le succès actuel de François Bayrou dans les intentions de vote s'explique, pour partie, par sa capacité à recueillir les voix d'électeurs de droite autrefois acquis à l'UMP que les tendances populistes et autoritaires de Nicolas Sarkozy ont pu indisposer. Et il est probable qu'une partie de ceux et celles qui avaient voté Front national en 2002 soient désormais séduits par les accents « anti-establishment » du « nouveau Bayrou », reportant ainsi leur choix sur ce candidat à la fois plus jeune et moins inquiétant que le leader frontiste.

Mais il est, malheureusement, tout aussi incontestable qu'une frange de l'électorat votant traditionnellement à gauche, déçue par la tournure prise par la campagne menée par le parti socialiste et les autres composantes de l'ex « gauche plurielle », voit actuellement en François Bayrou un recours possible dans cette élection.

Un tel glissement semblerait, à première vue, accréditer l'idée-force du discours bayrouiste suivant laquelle un dépassement de l'affrontement bipolaire qui a structuré pendant des siècles la vie politique nationale est aujourd'hui possible et souhaitable ([1]). Pourtant, au-delà des slogans et de la posture « d'homme libre » que se donne le candidat UDF, il suffit de regarder d'un peu plus près ses (rares) propositions pour mesurer à quel point sa vision du monde demeure clairement ancrée à droite. S'inscrivant dans la continuité des expériences démocrates-chrétiennes menées chez certains de nos voisins ainsi que dans le digne héritage du modèle giscardien de « société libérale avancée », la « social-économie » que nous promet le candidat Bayrou n'est, en effet, qu'une déclinaison parmi d'autres du vieux projet libéral d'une société régulée, pour l'essentiel, par les lois du marché, comme en témoignent les extraits de programme commentés ci-dessous ([2]).

Mais pouvait-il en être autrement compte tenu du parcours politique qui a été celui de M. Bayrou jusqu'ici ?

Un « rebelle » balladuro-giscardien au passé éloquent

Même si tout homme politique a le droit d'évoluer dans ses convictions, il n'est pas inutile, pour comprendre la véritable nature du programme présidentiel formulé aujourd'hui par François Bayrou, de rappeler brièvement quelles

ont été les orientations qu'il a défendues lors de ses longues années de pratique gouvernementale.

En tant que Ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement Balladur puis sous le gouvernement Juppé au sein duquel il eut, un temps, un portefeuille élargi à l'enseignement supérieur, la recherche et la formation professionnelle, François Bayrou a participé activement à la « thérapie de choc » néo-libérale infligée à la France entre 1993 et 1997 et doit, à ce titre, être considéré comme co-responsable de la régression sociale qui en a résulté.

S'il n'est pas nécessaire de revenir ici en détail sur le passif de M. Bayrou au titre de ces quatre années d'exercice du pouvoir, il peut être utile de rappeler que celui-ci s'est, entre autres, signalé, en 1994, par une tentative, heureusement avortée, d'abroger la Loi Falloux en étant à l'origine d'un projet de loi qui avait pour but de revenir sur le plafonnement à 10% des dépenses annuelles des subventions publiques attribuées aux établissements secondaires privés en autorisant les collectivités territoriales à financer sans limite les dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Celui qui prétend aujourd'hui vouloir rassembler tous les « hommes de bonne volonté » dans un esprit d'ouverture et dépasser les vieux clivages de la vie politique nationale, est ainsi parvenu, il y a à peine plus de dix ans, à ressusciter, en quelques jours, la guerre scolaire en faisant défiler plus d'un million de personnes dans la rue avant que les dispositions de son projet de loi soient censurées, à juste titre, par le Conseil Constitutionnel en raison de la rupture d'égalité qu'elles n'auraient pas manqué de créer entre établissements publics et établissements privés au profit de ces derniers ([\[3\]](#)).

Quand il est interrogé aujourd'hui sur cet épisode malheureux, l'intéressé reconnaît avoir commis une erreur de méthode pour avoir voulu « passer en force » sans remettre en cause, à aucun moment, le bien-fondé du contenu de son projet de réforme ([\[4\]](#)).

Bayrou, le Libéral

Depuis le début de cette campagne, M. Bayrou n'a de cesse de qualifier son programme de « social-libéral » : pourtant un examen, même sommaire, des principales propositions qui y figurent permet de s'apercevoir que le projet de société soumis aux électeurs est nettement plus libéral que social ...

Il suffit, pour s'en convaincre, de s'arrêter sur l'une des principales professions de foi citée en exergue dans le programme du candidat, lequel déclare vouloir faire de la France « un pays pro-entreprise », ce qui se traduit notamment par la proposition d'un « Small Business Act à la française » devant apporter aux PME, la « simplification des contraintes administratives, fiscales, du droit et des procédures sociales ».

La rigueur budgétaire est, quant à elle, érigée en dogme à travers la proposition de faire inscrire dans la Constitution l'interdiction pour un gouvernement de présenter un budget en déficit de fonctionnement et l'on relèvera une adhésion totale aux « critères de convergence » ainsi qu'au « pacte de stabilité » imposés par le Traité de l'Union Européenne aux différents états-membres, laquelle signifie de facto un renoncement quasi définitif à toute politique de relance budgétaire.

En ce qui concerne les politiques de l'emploi, le programme est tout sauf révolutionnaire, avec comme principal objectif la poursuite des politiques néo-classiques fondées essentiellement sur la baisse des charges des entreprises telles qu'elles sont mises en oeuvre depuis plus de vingt ans et dont l'inefficacité pour résorber, à elles seules, un chômage structurel de masse est aujourd'hui avérée. De même, on notera un refus explicite d'envisager une véritable politique de redistribution des richesses, le site officiel du candidat prenant soin de dissiper tout malentendu à ce sujet en mettant en avant l'extrait de discours suivant « L'idée que l'on pourrait distribuer facilement l'argent de

l'Etat est fausse (...) toute distribution de pouvoir d'achat artificielle se retournera contre l'emploi ».

Il n'est, dès lors, pas surprenant de voir apparaître, en matière fiscale, la proposition d'un allègement substantiel de l'impôt sur la fortune dont la symbolique est néanmoins conservée en tant que caution sociale. Et l'on trouvera même des accents sarkoziens dans l'appréciation portée sur cet impôt, présenté comme ayant actuellement l'un des taux parmi les plus élevés du monde, ce qui, selon M. Bayrou, « encourage les patrimoines à s'investir hors de France ». Même démarche en ce qui concerne les droits de succession avec la proposition d'une exonération en dessous de 200 000 euros.

Si un doute pouvait encore subsister quant à l'orientation libérale de la politique économique et sociale voulue par le candidat UDF, le projet d'un nivellement par le bas des retraites sous couvert d'une « refonte universelle » ainsi que la remise en cause des 35 heures par la reprise à l'identique du slogan sarkozyste « Permettre à ceux qui le souhaitent de travailler plus pour gagner plus » suffiraient à le dissiper définitivement.

On notera, par ailleurs a voté la loi sur le CPE et que son programme comporte aucune indication précise sur ce que devront être les relations de droit commun entre salarié et employeur dans le monde du travail, celui-ci se contentant de se référer à un « contrat de travail simplifié et équilibré » et à un « CDI universel à droit progressif » pour faciliter l'intégration des jeunes.

Et l'on ne manquera pas de s'interroger sur le mystérieux projet de « modernisation de l'Etat » censé rapporter cinq milliards d'euros : faut-il s'attendre à des baisses d'effectifs substantielles dans la fonction publique, en écho à la proposition - plus franche ...- de Nicolas Sarkozy de ne remplacer qu'un fonctionnaire à la retraite sur deux ?

L'Europe de Bolkestein expliquée aux Français

Fédéraliste convaincu dans la grande tradition de la famille démocrate-chrétienne dont il se réclame depuis toujours, M. Bayrou tente, dans son programme présidentiel, de surmonter le « traumatisme » de la victoire du « non » au référendum du 29 mai 2005, par un art consommé du wishful thinking et du slogan.

Ainsi, à l'en croire, le modèle européen actuel serait « un projet de société en résistance aux valeurs dominantes dans le monde, à la dictature de l'argent roi, à l'obsession des rapports de force ». Dont acte ... De même, le mot d'ordre suivant lequel « L'Europe est notre chance de rester nous-mêmes » mériterait, pour le moins, d'être explicité, M. Bayrou semblant faire peu de cas des divergences profondes qui peuvent exister actuellement avec de nombreux Etats membres quant à l'avenir de certaines valeurs fondatrices du modèle français telles que le service public ou le principe de laïcité pour ne citer que ces deux exemples.

Et quand le constat devient, non sans une certaine contradiction, un peu plus critique, la vacuité du programme sur les mesures à mettre en oeuvre apparaît dans toute son évidence, comme le montre cette formule incantatoire figurant dans le programme officiel : « L'Europe s'affaiblit à voir ses membres jouer les uns contre les autres, par exemple par le dumping fiscal. Je prends l'engagement de tout faire pour changer cette situation ».

De même, on ne pourra qu'être frappé par l'incapacité du candidat UDF à analyser la victoire du « non » en France lors du référendum sur le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à en tirer les enseignements dans cette campagne, comme en témoignent ces extraits de discours repris dans la partie « Europe » du programme : « nous savons pourquoi les Français ont voté « non ». Ils ont trouvé le texte de la Constitution européenne illisible. ». En clair, si le « non » l'a emporté c'est parce que le texte était trop compliqué pour les électeurs ...

Mais le meilleur est à venir dans un chapitre spécialement consacré au « Non au référendum » : « les citoyens ne

voulaient pas qu'on leur explique (...) Ce non n'est pas transitoire. Les Français y ont pris goût : le 21 avril 2002, le référendum ... Aujourd'hui, certains contestent l'euro fort, le rôle de la banque centrale .. ». Pourquoi vouloir débattre sur la ou les signification(s) politique(s) de la victoire du « non » alors qu'il est si facile d'escamoter la question par un amalgame des plus primaires ?

Un projet de société faussement humaniste et authentiquement réactionnaire

Pour présenter son projet de société (défini comme « la loi du plus juste » ...), le candidat « centriste » s'inscrit dans le prolongement de l'idéologie libérale la plus orthodoxe en rejetant ce qu'il estime être le projet de la gauche dans les termes suivants : « C'est un modèle que nous avons essayé et qui a échoué. Il repose sur l'idée que l'Etat va s'occuper de tout. Pour nourrir cet Etat-là, il faudra augmenter considérablement les impôts ».

Ce faisant, il ne fait que recycler la thématique du « moins d'Etat » issue du libéralisme dogmatique des années 1980, relayé à l'époque par toute une partie de la droite française, avec comme modèles fièrement revendiqués les reaganomics d'outre-atlantique et la « thérapie de choc » thatchérienne au Royaume-Uni. Ainsi, sans doute dans le but de rassurer le noyau dur de son électorat, M. Bayrou rappelle, en une phrase, qu'au-delà de son image nouvelle de « rebelle » ou de candidat « anti-système », il n'a jamais cessé d'être un homme de droite refusant de reconnaître un véritable rôle de régulation à l'Etat et niant l'apport économique d'une redistribution des richesses par des prélèvements obligatoires élevés.

Même constat en ce qui concerne les flux migratoires : si le concept sarkozien « d'immigration choisie » est rejeté, c'est pour mieux revendiquer la fausse équivalence arithmétique assénée par Jean-Marie Le Pen depuis plus de trente ans suivant laquelle un immigré de plus signifierait un emploi en moins pour un ressortissant national. Ainsi peut-on lire dans le chapitre « Immigration » du programme officiel l'appréciation suivante : « L'immigration choisie est un leurre (...) Dans un pays qui compte quatre millions de chômeurs, pourquoi aller chercher de la main-d'oeuvre à l'extérieur ? ».

Au sujet du traitement de la dette du tiers-monde, l'annulation n'est proposée que dans la mesure où il s'agirait de « faire rembourser aux peuples des sommes qui ont été détournées par les tyrans qui les oppriment ». Pas un mot, donc, sur la part de responsabilité des pays industrialisés - dont la France - dans de tels détournements, notamment dans le cadre des « politiques africaines », ni sur les pillages de richesses opérés par les sociétés multinationales occidentales. La dimension structurelle de la dette des pays pauvres dans le cadre d'une économie capitaliste globalisée et ses conséquences dramatiques sur leur faculté de développement sont totalement occultées.

Au plan national, à présent, on relèvera, tout d'abord, une convergence indéniable avec le rival de l'UMP dans la volonté de remettre en cause le droit de grève sous couvert d'un « service garanti » dans les transports et ce alors même que le principe d'un service minimum s'applique déjà ...

En ce qui concerne la situation dans les banlieues, le programme du candidat UDF s'en tient, pour l'essentiel, à quelques généralités avec lesquelles il serait bien difficile d'être en désaccord : « réimplanter l'Etat au coeur de ces quartiers », « défaire et éviter les ghettos », « ramener le calme dans les collèges ». Seule proposition un peu précise : installer dans chaque quartier dit « sensible » un sous-préfet représentant l'Etat sans que les effets attendus d'une telle mesure soient à aucun moment précisés, notamment au regard de l'amélioration qu'elle pourrait représenter par rapport à l'action que mène déjà l'autorité préfectorale de droit commun.

Et que dire de l'engagement, figurant dans la partie « sécurité » du programme, en faveur d'une mise sous tutelle des allocations familiales « quand il y a abandon de toute responsabilité », aux relents sécuritaires évidents et dont l'inefficacité, voire le caractère contre-productif sont prouvés depuis longtemps ? On relèvera également la proposition d'un retour à la conscription sous la forme d'un « service civique universel » présenté, certes, comme un

outil de brassage social mais également justifié au nom d'une logique sécuritaire, en tant que moyen de renforcer la sécurité du pays face aux « nouveaux risques ».

Sur l'éducation, qui est censée être l'une de ses priorités, M. Bayrou évite soigneusement de formuler un véritable programme de réformes et s'en tient à des objectifs unanimistes ([5]) sans qu'à aucun moment des questions aussi essentielles que les voies d'une démocratisation de l'accès au savoir ou les moyens d'une réelle amélioration des conditions de travail du corps enseignant soient évoquées.

Sur la question éminemment sensible du logement, le discours du candidat UDF, à la fois ambigu et velléitaire, réside, pour l'essentiel, dans des déclarations d'intention telles que « le droit au logement doit devenir effectif » et des constatations de bon sens comme « le non-respect de l'article 55 de la loi SRU (au moins 20% de logements sociaux par commune) choque beaucoup ». Et lorsque l'intéressé s'enhardit à donner des indications sur ce que pourrait être sa politique en la matière, c'est pour s'engager dans une direction pour le moins ambiguë autour du mot d'ordre « simplifier les législations et les règlements » ou en proposant, suivant un tropisme girondin bien connu, de s'en remettre aux collectivités territoriales pour réguler et financer l'effort de construction, sans qu'à aucun moment la question des moyens d'une lutte efficace contre la spéculation et d'une politique garantissant l'égalité d'accès soit abordée.

Même chose en matière de politique de santé pour laquelle François Bayrou se contente de proposer une gestion régionale sans que les questions structurelles de l'accès aux soins et de la défense du service public soient réellement analysées ni même évoquées.

Enfin, sur un enjeu aussi essentiel pour l'avenir de la démocratie que la liberté de l'information et l'indépendance de la presse, le volet propositionnel apparaît bien pauvre et timoré par comparaison avec la fermeté de certaines critiques formulées à l'égard des media pendant la campagne (à un moment, il est vrai, où les enquêtes d'opinion étaient moins favorables ...). Ainsi, la seule mesure concrète envisagée en la matière consiste à étendre les prérogatives du CSA au domaine de la presse écrite et le programme ne comporte aucune proposition visant à limiter les phénomènes de concentration ou à encadrer la logique de marché actuellement à l'oeuvre au sein de l'audiovisuel comme dans la presse écrite.

Spectres de la démocratie-chrétienne

Au-delà de l'orientation néo-libérale résultant autant des rares propositions que des non-dits du programme de M. Bayrou, se dessine l'ambition, plus ou moins avouée, de parvenir enfin à convertir la France à la démocratie-chrétienne, après diverses tentatives infructueuses depuis l'après-guerre. Il suffira, pour s'en convaincre, de rappeler les rapports privilégiés qu'entretient aujourd'hui le chef de l'UDF avec les principales formations se réclamant de ces courants en Europe, notamment dans ces deux berceaux de la démocratie-chrétienne que sont l'Allemagne et l'Italie.

Après avoir longtemps été, en France, l'interlocuteur privilégié de la CDU allemande aux côtés de laquelle l'UDF a siégé pendant des années au Parlement européen sous l'étiquette du Parti populaire européen, François Bayrou a fondé, en 2004, le Parti démocrate européen avec Francesco Rutelli, président du parti de la Marguerite et actuel vice-président du gouvernement de centre-gauche en Italie, pour créer, avec le renfort de libéraux britanniques et néerlandais, le groupe parlementaire de « l'Alliance des démocrates et des libéraux européens ». Soucieux de légitimer sa candidature centriste, il n'a pas hésité, depuis le début de la campagne, à citer en exemple les majorités gouvernementales élargies qui existent actuellement en Allemagne, avec la grande coalition CDU-SPD issue des élections indécises de 2005, ainsi qu'en Italie où « l'Unione » de Romano Prodi l'a emporté d'une courte tête au printemps 2006 en rassemblant des formations allant du centre jusqu'à la gauche alternative.

Or, dans chacun de ces deux pays, l'expérience, en grande partie dictée par les contingences, de majorités

composites transcendant le clivage droite-gauche est loin de s'avérer concluante, tant au regard de la cohérence des politiques menées que de la simple gouvernance.

Ainsi, la participation, outre-Rhin, de ministres sociaux-démocrates à la politique libérale menée par le gouvernement de Mme Merkel n'a fait que renforcer le discrédit, auprès des classes défavorisées, d'un SPD qui avait déjà été à l'origine de nombreuses régressions sociales sous les mandats du chancelier Schröder et a permis la percée, à sa gauche, du Linkspartei ([\[6\]](#)) dont la viabilité à plus long terme apparaît encore incertaine.

De même, en Italie, la majorité éminemment composite fédérée par Romano Prodi s'apparente davantage à une « union sacrée » temporaire visant à mettre fin au régime berlusconien qu'à une véritable coalition guidée par un projet politique unitaire. Sans même parler de l'orientation souvent libérale et atlantiste des principales initiatives prises par le gouvernement Prodi depuis le changement de majorité, l'incapacité actuelle du président du conseil italien à définir un projet de société cohérent dans lequel pourraient se reconnaître toutes les composantes de sa coalition ainsi que les risques réels de paralysie de la vie politique que connaît aujourd'hui ce pays illustre, jusqu'à la caricature, l'écueil auquel peut mener le rêve de démocratie-chrétienne à la française qu'entend défendre M. Bayrou dans cette campagne.

Du caractère prétendument dépassé du clivage droite/gauche

Mais, au-delà de l'héritage démocrate-chrétien, c'est la négation même du bien fondé de l'opposition droite/gauche qui constitue le ferment de la candidature de M. Bayrou à ces élections, ce-dernier ayant d'ailleurs qualifié récemment ce clivage de « pré-historique » lors de l'un de ses meeting ...

Ce faisant, celui qui prétend incarner une manière radicalement nouvelle de faire de la politique ne fait, en réalité, que renouer avec le vieux rêve d'une « médiocratie » à la VGE dans laquelle il serait possible de recueillir, sur chaque enjeu, l'assentiment de « deux français sur trois » et offre, dans le même temps, un prolongement au « réalisme de centre-gauche » symbolisé par la Fondation Saint-Simon dans les années 1980 ([\[7\]](#)) au lendemain de la proclamation officielle de la « mort des idéologies ».

Pourtant, comme le démontrent les extraits qui viennent d'être commentés et quoi qu'en dise l'intéressé, le programme présidentiel de M. Bayrou repose sur des présupposés idéologiques clairement identifiés, s'inscrivant dans la grande tradition libérale et réactionnaire dont il ne constitue qu'une variante actualisée. C'est pourquoi il importe de dépasser l'aspect anecdotique de cette candidature, pour bien mesurer le risque d'une « bayrouisation » de la vie politique nationale. S'en remettre au centrisme social-libéral qu'incarne le candidat UDF dans cette campagne, c'est en effet courir le risque, à terme, d'une remise en cause des fondements mêmes du débat politique par la négation des divergences d'intérêts et l'occultation du conflit social au profit d'une régulation paternaliste de la société rendant impossible toute transformation profonde des rapports de force et abolissant toute perspective de réduction significative des injustices.

S'il est indispensable que le Président de la République puisse, en certaines circonstances, être un arbitre et le garant d'un certain consensus national à l'image de l'union nationale observée, encore récemment, autour du chef de l'Etat au moment de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, celui-ci ne saurait se situer en dehors du champ politique et refuser d'agir sur la société. Et, contrairement aux slogans assénés sur le ton de l'évidence par des faiseurs d'opinion, le fait d'assumer l'existence de cette ligne de fracture fondamentale entre droite et gauche ne saurait conduire, en soi, à une vision binaire et schématique des enjeux de société. Loin de signifier un refus d'affronter la complexité des situations, l'appartenance revendiquée aux deux grandes familles de pensée nées de la fin de l'Ancien Régime reste, au contraire, encore aujourd'hui, le meilleur gage de cohérence et d'efficacité dans l'élaboration de véritables projets de société qui sont la raison d'être du politique.

En définitive, le succès médiatique et la popularité de François Bayrou dans cette campagne, qui contrastent si fortement avec le résultat médiocre que ce dernier avait connu en 2002, ne sont que le dernier signe de la crise du politique que traverse un pays dans lequel un candidat de droite parvient à être perçu comme non partisan et où une partie non négligeable de la population croit aux vertus d'un pouvoir exercé sans projet de société. Et l'on ne pourra que déplorer que certains courants parmi les plus influents du PS aient indirectement contribué, au nom d'un certain « réalisme de gauche », au succès du principal thème de campagne du candidat UDF en envisageant la possibilité d'un ralliement de ce dernier à la candidate socialiste au second tour, voire en souhaitant ouvertement la formation d'une majorité de gouvernement élargie à l'UDF ([8]).

Au-delà du résultat des élections qui auront lieu dans quelques semaines, il reste, à présent, à espérer que cet « effet Bayrou » aura au moins permis aux véritables forces de progrès de prendre conscience de la nécessité pour elles de s'interroger aujourd'hui sur ce qui fait encore leur identité ainsi que sur leurs valeurs communes. Cette nécessaire mise à plat pourrait alors constituer une première étape salutaire vers l'émergence d'une « gauche de gauche » enfin réunie ...

* **Julien Bach** est le pseudonyme d'un haut-fonctionnaire, membre de la Fondation Copernic

Post-scriptum :

Notes :

[1] Selon un sondage Opinionway du 24 février 2007 réalisé pour le quotidien Metro, 52% des électeurs ayant l'intention de voter Bayrou justifient leur choix par le fait de « vouloir faire travailler ensemble droite et gauche » (contre seulement 34% qui disent s'être décidés à partir du programme) et 78% de ces mêmes électeurs sont persuadés qu'en cas de victoire, le candidat UDF formerait une majorité incluant la gauche et la droite.
Cf également l'appel à voter Bayrou dès le premier tour formulé dans le journal Libération du 22 février 2007 par le collectif « Spartacus » de hauts-fonctionnaires proches du parti socialiste au nom de « l'idéal de rassemblement » qu'incarne à leurs yeux le candidat de l'UDF.

[2] Toutes les citations du candidat UDF reproduites ci-dessous sont extraites de la présentation de son programme présidentiel « La France de toutes nos forces » figurant sur son site officiel « www.bayrou.fr »

[3] Décision du Conseil Constitutionnel n° 93-329 DC du 13 janvier 1994 Loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales accessible notamment sur le site du Conseil Constitutionnel « www.conseil-constitutionnel.fr ».

[4] Cf notamment ses déclarations à ce sujet lors de son passage à l'émission « A vous de juger » le 15 février 2007 sur France 2

[5] faire en sorte que « 100 % des élèves sachent lire et écrire à l'entrée en sixième » et « repenser la carte scolaire pour l'égalité des chances » ...

[6] Ce nouveau mouvement apparu à l'occasion des dernières élections est né d'une alliance entre le PDS de Gregor Gysi et le WASG animé par Oskar Lafontaine, ancien Président du SPD.

[7] Cf l'ouvrage emblématique « La République du Centre » publié en 1988 et co-signé par Pierre Rosanvallon, François Furet et Jacques Julliard

[8] Cf certaines déclarations de D. Strauss-Kahn en ce sens ainsi que l'appel « Merci François » du collectif « Gracques » de haut-fonctionnaires de sensibilité socialiste, paru dans Le Point du 22 mars dernier.